

“People not numbers”

Retrouver la trace des morts aux frontières

Dirigé par Filippo Furri et Linda Haapajärvi

Avec Paola Díaz, Anna Rahel Fischer, Maël Galisson, Marijana Hameršak,
Carolina Kobelinsky, Antoine Pécoud et Maurice Stierl



#38

Juin 2024

“People not numbers”

Retrouver la trace des morts aux frontières

Dirigé par Filippo Furri et Linda Haapajärvi

Coordonné par Nina Wöhrel

Avec

Paola Díaz

Anna Rahel Fischer

Maël Galisson

Marijana Hameršak

Carolina Kobelinsky

Antoine Pécoud

Maurice Stierl

38

GÉNÉRIQUE

L'Institut Convergences Migrations publie la revue *De facto* pour offrir de nouveaux points de vue sur les migrations grâce à des articles signés par des spécialistes ainsi qu'une interview en vidéo.

Créée en novembre 2018 dans le cadre de la mission « Insertion dans le débat public » de l'Institut, la revue *De facto Migrations* explore un thème particulier sur les questions de migration.

Écrits dans un style adapté aux formats et au lectorat d'un média généraliste, les articles, graphiques et vidéos peuvent être republiés ou rediffusés librement sous la Licence Creative Commons Attribution-No derivative 4.0 International (CC BY-ND 4.0).

QUI SOMMES-NOUS ?

L'Institut Convergences Migrations a pour but de fédérer les activités de recherche scientifique sur les questions migratoires, à travers un réseau de 700 chercheurs. Il est le seul institut de ce type qui associe sciences sociales, sciences humaines et sciences de la santé.

Structuré en cinq départements thématiques et un département de la formation, l'IC Migrations

Institut Convergences Migrations
Campus Condorcet, Hôtel à projets 8, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
France

organise des activités de recherche communes (séminaire, journées scientifiques, publications...) et finance des projets de recherche émergents. Depuis 2020, il propose, à travers le master Migrations, un parcours de formation innovant et pluridisciplinaire.

Un des objectifs majeurs de l'IC Migrations est de favoriser le dialogue entre la science et la société à travers plusieurs actions : s'insérer dans le débat public grâce à la revue *De facto* et nouer des échanges et des partenariats avec de nombreux acteurs (associations, médias, enseignants, personnel médical et social...). Pour cela, l'IC Migrations s'est doté d'un Conseil des territoires et des associations.

Directeur de publication
François Héran

Comité éditorial
Florent Chossière
Flore Gubert
Audrey Lenoël
Betty Rouland
Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky
Adèle Sutre
Emeline Zougbedé

Coordination éditoriale et conception graphique
Nina Wöhrel

Communication
Lola Scandella,
assistée de Jeanne Jouveaux

<http://icmigrations.fr/defacto/>
Twitter : @DefactoMig
Contact : defacto@icmigrations.fr
Photo de couverture :
Commémoration Calais, mai 2023

SOMMAIRE

	Introduction	7
	Sur le terrain	
Paola Díaz et Anna Rahel Fischer	Établir les faits de mort et de disparition de migrants aux frontières du Nord global	12
Maurice Stierl	Grief activism and the creation of communities across borders	18
	Paroles de chercheur	
Carolina Kobelinsky	Tracer les morts et les disparus aux frontières	24
	En chiffres	
Antoine Pécoud	Morts aux frontières : les ambiguïtés des chiffres	30
	Focus	
Maël Galisson	Calais, frontière meurtrière	36
	En images	
Marijana Hameršak	« Le passage » : Aiguiller la mémoire des morts des frontières	42

À l'heure où la promesse d'une fermeture des frontières aux migrants internationaux vient d'amener l'extrême droite aux portes du pouvoir dans plusieurs pays européens, il est urgent d'interroger le coût humain de l'endurcissement des politiques de contrôle des frontières. Aujourd'hui, la migration irrégularisée est le contexte dans lequel se produisent les trois quarts des disparitions signalées au Comité International de la Croix-Rouge. Des 65 000 personnes disparues ou décédés sur les routes migratoires comptabilisées depuis 2014 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la moitié ont péri dans la Méditerranée. Autrement dit, les restrictions des politiques des frontières de l'Union européenne ont d'ores et déjà transformé les frontières externes de l'Europe d'un espace de transit rapide en un lieu de survie, où les migrations se réalisent au risque d'en mourir.

Depuis une vingtaine d'années, ces décès mobilisent un ensemble d'acteurs soucieux d'établir la vérité sur les causes et conséquences des tragédies humaines qui se déploient aux frontières qui séparent les pays d'Europe de leurs voisins du sud et du sud-est. Ce numéro de *De facto* rassemble des articles qui mettent en valeur les savoirs aujourd'hui acquis sur cette face sombre des politiques européennes qui, toutefois, peinent à provoquer des réformes informées par les faits et respectueuses des principes d'humanité, d'égalité et d'État de droit. Les six contributions jettent la lumière sur la multiplicité de manières dont les activistes et les chercheurs, les artistes et les proches des disparus, tâchent de produire des savoirs sur ceux qui n'ont pas survécu aux chemins migratoires. Il peut s'agir de chiffrer les disparus, mettre en récit les décès ou encore de commémorer les victimes afin de mieux agir ensemble au nom de la justice.

Les frontières qui engendrent des décès inédits produisent des modes d'actions tout aussi extraordinaires. La créativité est au cœur de l'article de Paola Diaz et Anna Rahel Fischer qui compare trois dispositifs portés par des organisations de la société civile, engagés à construire des récits alternatifs à ceux des autorités étatiques sur la violence des frontières. L'inventivité de acteurs du terrain est également au centre des travaux réalisés par Maurice Stierl sur l'initiative *CommemorAction* sur laquelle il revient dans un entretien. Il y interroge la capacité des actes de commémoration à transcender les frontières nationales meurtrières et à donner une existence politique à aux victimes. À son tour, Carolina Kobelinsky aborde les multiples traces que laissent les défunts et qui permettent aux vivants qui le désirent de prolonger leur existence. Si ce travail revient aujourd'hui essentiellement aux familles, il pourrait demain être poursuivi par des acteurs scientifiques et institutionnels. Deux textes de ce numéro reviennent ensuite à la question des chiffres. Dans son analyse sur la production des données, Antoine Pécoud souligne que les chiffres sur les morts aux frontières reflètent les intérêts divergents qui entourent les politiques migratoires. De son côté, Maël Galisson fait valoir que le comptage des décès à la frontière franco-britannique permet de produire des connaissances sur les différents types de décès et sur leurs conditions. Marijana Hameršak clôt enfin ce dossier par une réflexion sur un contre-mémorial cousu en souvenir des personnes décédées sur la route migratoire des Balkans. Cet acte de résistance politique permet également d'entretenir un lien entre les morts et les survivants des frontières.

**Filippo Furri, anthropologue et Linda Haapajärvi, sociologue,
coordinateurs scientifiques**

Morts Covid en Migrations (MoCoMi)

Ce numéro s'inscrit dans le cadre du projet Morts Covid en Migration (MoCoMi, 2021-2023), financé par l'IC Migrations et qui a permis d'initier de nombreuses recherches et terrains, notamment sur les territoires de la Seine-Saint-Denis et les zones frontières d'Allemagne, d'Angleterre ou d'Espagne. Le projet MoCoMi a réuni une équipe multidisciplinaire d'anthropologues, sociologues, historiens, psychologues et socio-linguistes autour du sujet de la mort en migration pendant et à cause de l'épidémie. L'analyse des pratiques de gestion des morts du COVID-19 en migration en France et des représentations entourant ces morts requalifie de manière inédite les migrations actuelles.

Il a ainsi dévoilé l'intrication entre situations migratoires, urgence médicale et action politique, dans un contexte où les protocoles sanitaires limitent les dispositifs funéraires et modifient les pratiques culturelles. Son premier axe de recherche a étudié la gestion matérielle et symbolique des corps défunts qui pose la question des frontières, du comptage (Pécoud) et de l'identification des morts (Kobelinsky et Furri ; Galisson). Un second a analysé les représentations culturelles et culturelles de ces morts. Et enfin, un troisième a permis de monter l'impact traumatique des morts COVID et de leur gestion (Saglio-Yatzimirsky). Le projet se poursuit aujourd'hui par des recherches en partenariat avec des acteurs associatifs et professionnels. Il se distingue également par sa diffusion créative, notamment un podcast, ainsi que la traduction en arabe de son site web.

Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky

Pour aller plus loin

Site internet (notamment réalisé par Anastasia Chauchard) : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/mocomi/>

Pécoud, A. & Saglio-Yatzimirsky, M.-C. (2022). Mourir à la frontière. *AOC Media - Analyse Opinion Critique*. <https://aoc.media/analyse/2022/06/14/mourir-a-la-frontiere/>

Afiouni, N. & Haapajärvi, L. (2024). Covid-19 et mort en migration. *Migrations Société*, 195. <https://doi.org/10.3917/migra.195.0013>

Saglio-Yatzimirsky, M.-C., Lotz, V. & Baubet, T. (2022). « Une mort surréaliste ». Familles immigrées endeuillées par les morts de Covid-19. *Études sur la mort*, 158, 125-142. <https://doi.org/10.3917/eslm.158.0125>

SUR LE TERRAIN

ÉTABLIR LES FAITS DE MORT ET DE DISPARITION DE MIGRANTS AUX FRONTIÈRES DU NORD GLOBAL

LA MORT ET LA DISPARITION DE MIGRANTS SONT LONGTEMPS RESTÉES INVISIBLES POUR LE GRAND PUBLIC. TOUT COMME LES RESPONSABILITÉS POLITIQUES DE CES TRAGÉDIES. CET ARTICLE PROPOSE UNE ANALYSE DE DISPOSITIFS QUI VISENT À RÉTABLIR LA VÉRITÉ SUR CES FAITS.

PAOLA DÍAZ, SOCIOLOGUE ET ANNA RAHEL FISCHER, POLITISTE

Paola Díaz et Anna Rahel Fischer, « Établir les faits de mort et de disparition de migrants aux frontières du Nord global », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-01/>



Alors que des milliers des migrants disparaissent tous les ans dans les conditions opaques des zones frontalières, quelles pratiques concrètes contribuent à (re)construire un récit public de ces faits ? Comment participent-elles de l'élargissement de notre perception des vies perdues ? Nous répondons à ces questions en analysant trois dispositifs forensiques et contre-forensiques¹, mis en place aux frontières qui séparent l'Union européenne et les États-Unis des pays du « Sud global ».

Établir la vérité sur la mort et la disparition aux frontières

Dans la nuit du 18 au 19 avril 2015, une embarcation surchargée de personnes tentant d'arriver en Europe a coulé au cours de la périlleuse traversée de la Libye à l'Italie, causant la mort de 500 à 800 migrants, selon les comptes rendus officiels. Alors que chaque navire civil ou militaire tient une liste des passagers pour déterminer qui meurt, survit ou disparaît en cas de naufrage, aucune liste de ce type n'existait pour cette embarcation.

Quand il s'agit de personnes qui ne peuvent pas remplir les conditions pour obtenir un visa, il n'y a pas de registres administratifs, ni de

Photo : Rocade portuaire

¹ Nous traduisons « forensic » en anglais et « forense » en espagnol par « forensique ». Le forensique fait référence à un champ d'action plus large que le domaine strictement médico-légal, qui est une méthode scientifique utilisée pour éclairer les circonstances d'une affaire judiciaire.

comptes rendus institutionnels de ces événements. Ceux-ci deviennent des sortes de non-faits : pas de données sur ce qui s'est passé, pas de traces de l'identité des victimes. Et quand tous disparaissent, il n'y a même pas de témoins.

Depuis le milieu des années 1990, le nombre de migrants morts et disparus n'a cessé d'augmenter dans une autre frontière du Nord global, celle du sud des États-Unis. La mise en place en 1994 de la politique de frontière *prevention through deterrence* et son renforcement à partir des attentats de 2001, a provoqué un « effet d'entonnoir » (Rubio-Goldsmith et al., 2006) qui oblige les migrants à traverser la frontière par des routes extrêmement dangereuses comme le désert de Sonora. Des milliers y perdent la vie tous les ans.

Dans ces deux zones, la mise en place d'accords de libre-échange s'est accompagnée de l'établissement de barrières à la migration « indésirable » (Agier, 2008). Suite à la militarisation physique et numérique des frontières, les mort-es et les disparu-es ont commencé à se cumuler silencieusement.

Les premiers acteurs à rendre visible ces victimes des frontières militarisées ont été des groupes d'activistes tels que Fortress Europe et la Coalición de Derechos Humanos en Arizona, suivis – suite à la pression des activistes – par des organisations internationales comme l'Organisation internationale des migrations (OIM) avec son programme Missing Migrants Project, initié en 2014.

Les listes de migrants morts dans la traversée de la Méditerranée, telles celles établies par Fortress Europe, constituent des *pratiques de factualisation*, c'est-à-dire des pratiques qui transforment l'expérience vécue de la mort et de la disparition en une réalité objectivée. Ces registres permettent de constituer un récit de vérité sur ces pertes humaines. Un récit qui devient alors un contre-discours face aux récits gouvernementaux qui rendent responsables de ces tragédies la nature, les passeurs et les migrants eux-mêmes (Heller et Pécoud, 2020 ; Schindel, 2019). Ces récits ne se satisfont pas de simplement signifier les morts et les disparus des frontières : ils revendiquent la valeur humaine de ces personnes et de leurs familles, de leurs vies et de leurs morts sous des angles bien spécifiques, irrigués par des discours humanitaires, de justice sociale et de critique politique du système migratoire, entre autres.

Trois dispositifs de factualisation, trois contre-récits

Les dispositifs forensiques et contre-forensiques qui dépassent le cadre médico-légal traditionnel lié au pouvoir de l'État-nation ont joué un rôle crucial dans la publicisation des décès et disparitions aux frontières. Nos recherches sur trois d'entre eux jettent la lumière sur les méthodes socio-techniques et sur les positions éthico-politiques qu'elles combinent et, de ce fait, sur les contre-discours qu'ils produisent sur les morts aux frontières.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a mis en place un projet (2017-2021) afin d'établir une méthodologie d'identification des migrants décédés et disparus en Méditerranée à partir du cas du naufrage du 18 avril 2015. Les dispositifs de factualisation mis en place par le CICR se basent sur un travail médico-légal classique : ils tentent d'apparier des données post-mortem avec des données ante-mortem. Ils proposent aussi une méthode innovante de reconstitution des trajectoires des personnes disparues à partir d'une analyse de réseaux, déjà expérimentée par les enquêtes sur les disparus de la dictature argentine. La méthode du CIRC qualifie les disparitions de personnes en déplacement comme des crises humanitaires et comme une atteinte aux droits fondamentaux de ces personnes.

Le Pima County Office of the Medical Examiner (PCOME) et l'ONG Colibrí Center for Human Rights en Arizona enquêtent en tandem depuis 2006 sur la mort et la disparition de migrants dans le désert de Sonora. Leurs outils de factualisation combinent des enquêtes médico-légales post-mortem, réalisés par PCOME, à des collectes de données ante-mortem à la charge de Colibrí, réalisées auprès des parents de migrants disparus aux États-Unis et en Amérique latine. À la différence du CIRC, ils catégorisent les migrants disparus et/ou morts en tant que victimes des violences structurelles : de la pauvreté et de l'exploitation qui les obligent à migrer et de l'effacement systématique des traces de leur présence dans les zones frontalières et dans les

“ CES RÉCITS NE SE SATISFONT PAS DE SIMPLEMENT SIGNIFIER LES MORTS ET LES DISPARUS DES FRONTIÈRES : ILS REVENDIQUENT LA VALEUR HUMAINE DE CES PERSONNES ET DE LEURS FAMILLES, DE LEURS VIES ET DE LEURS MORTS. ”

Paola Díaz et Anna Rahel Fischer

² Voir le site : <https://www.borderforensics.org/>

registres de l'État.

À ces dispositifs, s'ajoutent les enquêtes sur la mort de migrants en Méditerranée de l'équipe académique et militante, Forensic Oceanographic (FO). Avec des méthodes forensiques innovantes, en source ouverte, elles fournissent des preuves visuelles des facteurs à l'origine des disparitions et des décès aux frontières maritimes. Les enquêtes de FO analysent conjointement des données provenant de sources multiples : des rapports officiels, des données produites par des organisations humanitaires, des témoignages de survivants et des preuves numérisées, telles les données provenant de systèmes informatisés de suivi des navires et de systèmes d'alarme qui servent à restituer les conditions sous lesquelles se sont produits les naufrages. Plus que les deux autres dispositifs, la démarche de FO insiste sur le fait que les morts aux frontières sont le fruit de la violence du régime frontalier européen.

Visibiliser pour résister

Ces trois dispositifs forensiques et contre-forensiques contribuent à objectiver les morts et les disparitions aux frontières. Ils ont aussi participé de la transformation des événements jusqu'alors invisibles en faits publics connus. Ces enquêtes qui visent à identifier des personnes mortes, à connaître leur destin, ainsi qu'à déterminer les responsables d'une telle exposition à la violence, impliquent aussi de doter de valeur ces vies humaines.

Il serait alors essentiel d'élargir ce travail de visibilité au-delà de ce qu'on peut voir et montrer depuis l'Europe et les États-Unis, tel le travail de l'agence Border Forensic² au Sahara. Par ailleurs, l'accent porté sur la visualisation de la violence frontalière, si nécessaire soit-il, peut conduire à une impasse positiviste s'il ne s'accompagne pas d'une action contre l'indifférence structurelle à l'égard de cette violence et contre les politiques migratoires qui en sont à l'origine.

Les autrices

Paola Díaz est anthropologue. Elle est professeure à l'Université de Tarapacá et chercheuse associée au Centre for Conflict and Cohesion Studies (COES, Chile), au Centre d'études des mouvements sociaux EHESS (CEMS-EHESS) et à l'IC Migrations. Ses sujets de recherche sont la violence d'État, la violence étatico-criminelle et la violence institutionnelle avec des enquêtes menées notamment sur les crimes de disparition forcée et torture au Chili et la mort aux frontières du Mexique et des États-Unis. Elle dirige actuellement un projet de recherche intitulé « Formes de vie dans la frontière » financé par l'Agence nationale de recherche et développement (ANID-Chili).

Anna Rahel Fischer a étudié les sciences politiques, les études des droits humains et le droit, avec une spécialisation en droit international et en droit international humanitaire (DIH) à Sciences Po Paris (France), à l'université de Columbia (États-Unis) et à l'université de Leiden (Pays-Bas) et a été chercheuse associée à l'Université de Université du Québec à Montréal (UQAM). Ces dernières années, elle a travaillé dans le domaine du droit des droits humains, en particulier sur les disparitions forcées, notamment dans un contexte migratoire.

Pour aller plus loin

Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Flammarion

Heller, C., & Pécoud, A. (2019). Counting Migrants' Deaths at the Border : From Civil Society Counterstatistics to (Inter) Governmental Recuperation. *American Behavioral Scientist*, 64(4), 480-500. <https://doi.org/10.1177/0002764219882996>

Rubio-Goldsmith, R., McCormick, M., Martinez, D., & Duarte, I. (2006). The « Funnel Effect » & ; Recovered Bodies of Unauthorized Migrants Processed by the Pima County Office of the Medical Examiner, 1990-2005. *Social Science Research Network*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3040107>

Schindel, E. (2019). Death by 'nature' : The European border regime and the spatial production of slow violence. *Environment And Planning. C, Politics And Space*, 40(2), 428-446. <https://doi.org/10.1177/2399654419884948>

GRIEF ACTIVISM AND THE CREATION OF COMMUNITIES ACROSS BORDERS

WHILE EUROPE'S HOSTILE BORDER REGIME KILLS THOUSANDS OF MIGRANTS EVERY YEAR, "GRIEF ACTIVISM" SEEKS TO BUILD CROSS-BORDER COMMUNITIES THROUGH THE COMMEMORATION OF BORDER ATROCITIES AND THEIR VICTIMS. TO ENGAGE THE TRAUMA OF DEATH AND DISAPPEARANCE AND PROTEST BORDER VIOLENCE, "COMMEMORATIONS" HAVE EMERGED, THROUGH WHICH FAMILIES OF THE DISAPPEARED AND ACTIVISTS BUILD COMPLEX COMMUNITIES ACROSS BORDERS.

MAURICE STIERL, SOCIOLOGIST AND GEOGRAPHER

Maurice Stierl, « Grief activism and the creation of communities across borders », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-02/>



You have coined the notion of grief activism. What do you mean by this term?

When thousands of people die at Europe's borders every year, there are many thousands more who mourn their loss: relatives, loved ones, friends, and also entire communities, usually in the Global South. There are also others who may have never known the person who died or disappeared, but who are still struggling against the regime of borders that killed or disappeared them. Over the last years, or really decades, people and groups that are affected in these different ways by border violence have come together to collectively remember and mourn those who are no longer with us.

So, I tried to find a word or an expression to characterize practices that combine grief and protest. I thought of the term "grief activism". Of course, Judith Butler's work has been very important for me. She has written about how grief does not need to be something that is just done in private and hidden away, but that can furnish, in fact, as she writes, "a sense of a political community of a complex order".

In my work, I tried to sketch out some of the ways in which these sorts of complex political communities can come about as a response to the dying and disappearing at Europe's borders.

Could you tell us more about the emergence of “CommemorActions”?

“CommemorAction” is a term that combines the notions of commemoration and action. It's about remembering collectively and it's about taking action together. Where exactly this term first emerged is difficult to say. But what is clear is that it emerged out of a lived practice. So, through activists and political networks that have engaged and organized around border violence and death already for a very long time, even if they have not used this particular term.

Over the last years, the term has become used very widely and in very different places and contexts. These “CommemorActions” have been done on specific days that are anniversaries of border atrocities. We can think of the 6th of September 2012, for example, when a ship that left from Tunisia capsized near Lampedusa. Or we can think about the 6th of February 2014 when the Spanish border police killed dozens of people who tried to enter the Spanish enclave of Ceuta. These are important days that highlight the violence of European borders. And on these days, people and groups have come together. How they organize and how a commemoration can look like really depends on the local actors.

And it's often also a reflection of local traditions of mourning and local traditions of protesting. But I think what is really crucial about these practices is their translocal connection. As painful as this sort of political practice is, this is also its strength: in a moment of grief, we collectively try to overcome the borders that have caused this suffering in the first place.

What future perspectives do you see for research and advocacy around the issue of border deaths and disappearances?

I'm quite pessimistic at the moment, because if we look around us and see how migration has been turned into such a politically toxic issue and how border violence and border deaths have become so normalized, I fear that we are further away from ending border deaths than we ever were. This means that there will be a desperate need for much more engagement.

Over the last decades, a lot of research has already been produced on

this issue. By now we know quite well how the mechanics work that ultimately kill people on the move.

But what I feel is lacking is a real transnational effort and a real structure to help the relatives to identify the dead, to search for the missing. I am very much aware that this is an extremely difficult task, of course, because border deaths often occur in remote spaces. But still, international organizations have failed to find really effective ways to collaborate across institutional and other borders. This has meant that it's often left to activists, social movements, and relatives who are searching and who are trying to find answers. And given the incredibly low chance of finding someone either alive or dead, and the immense trauma that relatives experience, this is an incredibly hard task that should not be left to activist groups.

There is a real failure to do justice to these relatives and their immense pain. And this is a task for the future that a lot of different actors need to take seriously.

REGARDER L'ENTRETIEN VIDÉO :



Tous les entretiens vidéos de *De facto* sont accessibles sur la chaîne YouTube de l'Institut Convergences Migrations :
<https://www.youtube.com/channel/UCZPV5GIVMTDE8Hb6-77O2lg>

Maurice Stierl leads the research group *The Production of Knowledge on Migration* at the Institute for Migration Research and Intercultural Studies, Osnabrück University. Before, he was a lecturer in International Relations at the University of Sheffield. He has also taught at the University of Warwick and the University of California, Davis. His research focuses on migration struggles in contemporary Europe and (Northern) Africa and is broadly situated in the fields of international political sociology, political geography, and migration, citizenship and border studies.

Pour aller plus loin

Stierl, M. (2020). *Migrant Resistance in Contemporary Europe*. Routledge

Heller, C., Pezzani, L. & Stierl, M. (2019). Vers une politique de la liberté de mouvement. *Communications*, 104, 79–93. <https://doi.org/10.3917/commu.104.0079>

Transcription de l'entretien : Tom Pouget

PAROLES DE CHERCHEUR

TRACER LES MORTS ET LES DISPARUS AUX FRONTIÈRES

POUR ABORDER LA QUESTION DES MORTS AUX FRONTIÈRES, LES TRACES SONT FONDAMENTALES. TOUT AUTANT POUR LES PERSONNES MIGRANTES, LEURS FAMILLES ET LEURS SOUTIENS, QUE POUR LES CHERCHEURS ET CHERCHEUSES INTÉRESSÉS PAR LES EFFETS DES POLITIQUES MIGRATOIRES. CAROLINA KOBELINSKY, ANTHROPOLOGUE



Que ce soit pour rendre compte des mobilisations des familles qui refusent de condamner à l'anonymat leurs proches morts ou disparus en route pour l'Europe (Souiah, 2019), enquêter sur la non-assistance aux personnes migrantes en mer (Heller et Pezzani, 2017) ou travailler à l'identification des corps sans nom débarqués sur les côtes (Kobelinsky et Furri, 2024), les traces laissées par celles et ceux qui ne sont plus là constituent un élément central lorsqu'il est question de morts aux frontières. Tout autant pour les personnes migrantes, leurs familles et leurs soutiens, que pour les chercheuses et chercheurs intéressés par ce que font concrètement les politiques en matière de migrations dans le quotidien des personnes qui en sont la cible.

Photo : Cimetière Calais, février 2024

Carolina Kobelinsky, « Tracer les morts et les disparus aux frontières », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-03/>

Représentation d'une absence, la trace se manifeste à travers différentes modalités de commémoration des morts et disparus. Lors des moments de recueillement collectif – que les cérémonies soient plus ou moins codifiées ou ritualisées – il s'agit de partager la douleur de la perte, parfois aussi d'aider à apaiser ces défunts dont la malement en fait des êtres potentiellement dangereux. Lorsque des histoires sur ces morts sont racontées et mises en circulation, il s'agit de contrer l'oubli en rappelant les vies auxquelles la mort pendant la traversée a

mis un terme. La trace se trouve aussi dans les objets laissés par les personnes migrantes au cours de leur parcours, que des activistes et des chercheurs peuvent parfois collecter. Dans le désert de Sonora, en Arizona, aux États-Unis, par exemple, Jason de León et Cameron Gokee (2014) les récupèrent, cataloguent et archivent, telles des empreintes archéologiques, permettant de conserver une mémoire historique de notre temps. Ainsi, au niveau de l'expérience singulière de celles et ceux qui les ont côtoyés, la trace perpétue le souvenir des personnes décédées, elle contribue à accepter la perte et faire le deuil. Garder frais le souvenir des morts est pour certains compagnons de parcours une manière de les porter en eux. En même temps, à un niveau plus large, la trace peut aussi comporter une dimension politique lorsqu'elle contribue à faire exister les morts sur la place publique, à en faire le symbole de la dénonciation du régime contemporain des frontières qui expose à la mort et provoque des disparitions. Il peut s'agir créer une œuvre d'art à partir de gilets de sauvetage collectés à Lesbos (cf. le travail de l'artiste Ai Weiwei) ou de partager des récits sur de personnes décédées ou disparues lors d'une manifestation (cf. "Commemor'Actions"). Dans un autre registre, laisser une trace est ce à quoi celui ou celle qui est parti sur la route migratoire réfléchit quand il demande à un compagnon de voyage de garder le numéro de téléphone d'un parent ou un contact dans les réseaux sociaux, au cas où la mort frapperait. Cela rendrait possible la mise en lien avec la famille autrement laissée sans nouvelles. Que les proches apprennent le décès est autre moyen de faire exister le mort.

Entendue comme ***indice grâce auquel un processus d'identification peut être engagé***, les contours de la trace sont parfois moins évidents. Ce n'est certainement pas le cas pour les personnes migrantes en vie, qui font l'objet de nombreuses procédures d'identification, mais pour les morts qui, au contraire, ne sont sujets à aucune instance systématique en la matière, la trace se trouve le plus souvent loin du corps. L'absence de données biométriques ante mortem – en raison de la difficulté concrète de trouver les familles des morts pour comparer leur ADN avec les prélèvements effectués sur les restes retrouvés – rend compte des limites, à quelques exceptions près, de l'identification biométrique pour les personnes migrantes décédées pendant la traversée. Mais d'autres traces peuvent conduire à relier un corps, un nom, une biographie et une famille. Ce sont les informations

qui circulent au sein des communautés migrantes, à travers les réseaux sociaux notamment et auprès des collectifs de soutien, qui relaient des nouvelles concernant des bateaux naufragés, des corps retrouvés et des personnes disparues. En recoupant ces informations avec celles que possèdent les personnes ayant survécu à la traversée, qu'elles partagent auprès de leurs réseaux et/ou qu'elles mentionnent parfois dans des témoignages livrés aux autorités policières avant même l'accostage des embarcations les conduisant sur la terre ferme, les chances de voir émerger des pistes qui peuvent conduire à des identifications augmentent considérablement¹. Rectifier un acte de décès qui établissait la mort d'une personne inconnue désormais identifiée c'est aussi faire trace. C'est *faire exister administrativement* ce mort et peut-être permettre à sa famille, à travers l'utilisation de ce document officiel, de prolonger autrement son existence (à travers le rapatriement du corps ou la mise en place d'un héritage, par exemple).

Loin d'être exhaustif, ce bref parcours à travers la trace pointe toutefois la multiplicité d'acceptions de cette notion, dépendante toujours des contextes, des acteurs et actrices qui la mobilisent. La pluralité de sens qui la caractérise en fait un outil particulièrement fructueux pour les chercheuses et chercheurs en ce qu'il permet d'aborder différentes dimensions – matérielles, symboliques – de la prise en charge et du soin apporté aux morts. Saisir ensemble ce qu'on peut appeler de façon générique des gestes de traçage des morts et des disparus au cours de la traversée, accomplis à la frontière ou ailleurs, pourrait devenir une entreprise scientifique – que l'on pourrait se proposer de mener collectivement – apte à fournir un regard nouveau sur les effets d'une politique qui la plupart du temps détourne le regard des morts et leurs traces et qui pour autant ne réussit jamais à les faire disparaître complètement.

¹ La question qui émerge dans ces cas-là – et que bien d'activistes et soutiens se posent en ce moment – est celle de savoir qui sont les acteurs en mesure d'accéder et d'examiner ces informations sans mettre en difficulté les survivants et survivantes qui se trouvent le plus souvent déjà dans de situations très précaires, ne serait-ce que du point de vue de leur statut administratif sur le territoire européen.

“ AINSI, AU NIVEAU DE L'EXPÉRIENCE SINGULIÈRE DE CELLES ET CEUX QUI LES ONT CÔTOYÉS, LA TRACE PERPÉTUE LE SOUVENIR DES PERSONNES DÉCÉDÉES, ELLE CONTRIBUE À ACCEPTER LA PERTE ET FAIRE LE DEUIL. ”

Carolina Kobelinsky,
anthropologue

L'autrice

Carolina Kobelinsky est anthropologue, chargée de recherche au CNRS, membre du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative à l'université Paris-Nanterre et affiliée à l'IC Migrations. Elle a co-dirigé, avec Lilyane Rachédi, *Traces et mobilités posthumes. Rêver les futurs des défunts en contextes migratoires* (éd. Pétra, 2023).

Pour aller plus loin

Gokee, C. et De León, J. (2014). Sites of Contention : Archaeological Classification and Political Discourse in the US-Mexico Borderlands. *Journal of Contemporary Archaeology*, 1(1), 133- 163.

Heller, C. & Pezzani L. (2014). Traces liquides : enquête sur la mort de migrants dans la zone-frontière maritime de l'Union européenne, *Revue européenne des migrations internationales*, 30 (3&4), 71- 107.

Kobelinsky, C. & Furri, F. (2024). *Relier les rives. Sur les traces des morts en Méditerranée*. La Découverte.

Souiah, F. (2019). Corps absents : des fils disparus et des familles en lutte ? Le cas des migrants tunisiens. *Critique internationale*, 83, 87-100.

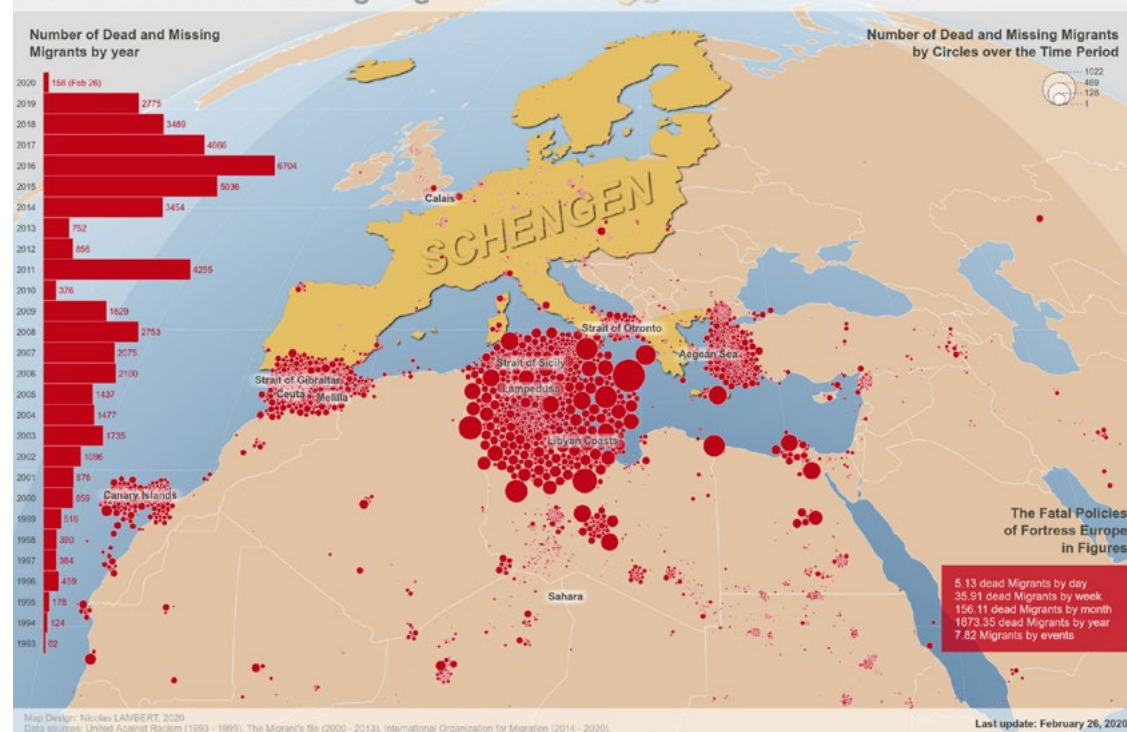
MORTS AUX FRONTIÈRES : LES AMBIGUÏTÉS DES CHIFFRES

LES CHIFFRES SUR LES MORTS EN MIGRATION MONTRENT LA VIOLENCE DES POLITIQUES AUX FRONTIÈRES, MAIS REFLÈTENT AUSSI LES DÉSACCORDS QUI ENTOURENT LES POLITIQUES MIGRATOIRES ELLES-MÊMES.

ANTOINE PÉCOUD, SOCIOLOGUE

Antoine Pécoud, « Morts aux frontières : les ambiguïtés des chiffres », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-04/>

50873 Dead and Missing Migrants in the Area from 1993 to 2020



« Nouveau drame en Méditerranée avec une soixantaine de migrants portés disparus » : cela fait près de dix ans que des migrants meurent en Méditerranée et ce titre d'un article de France 24, en date du 14 mars 2024, ne surprendra personne. Et à chaque naufrage correspond un nombre de décès – comme s'il s'agissait d'indiquer la gravité de l'événement : qu'il s'agisse de terrorisme, de guerres ou du Covid-19, l'évocation de la violence du monde est toujours chiffrée, quelque illusoire que puisse être la précision du nombre de victimes. Mais dans un monde hyper-numérisé et gouverné par les chiffres, ces estimations documentent peut-être moins la réalité que notre besoin de quantification.

Pour ce qui est des morts aux frontières, le *Missing Migrant Project*, lancé en 2013 par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), s'est imposé comme la principale autorité sur ce sujet, et comme la principale source de données pour les médias, pour les chercheurs – et même pour les activistes, comme l'indique la carte ci-jointe.

Cartographie du nombre de personnes mortes aux frontières de l'Europe entre 1993 et 2020, réalisée par Nicolas Lambert à partir des données du réseau européen « United for Cultural Action » (1993-1999), de la base « Migrant's file » (2000-2013) et du projet « Missing Migrants » de l'Organisation internationale pour les migrations (2014-2020). Source : <https://neocarto.hypotheses.org/9586>

Et peu importe si le projet de l'OIM est discutable, aussi bien quant à la fiabilité de ses chiffres que dans l'utilisation qui en est faite. En Tunisie par exemple, le service de médecine légale de Sfax note qu'en raison d'un manque de moyen les chiffres disponibles sous-estiment le nombre de décès. En Europe, l'OIM tend aussi à minorer les chiffres, mais cette fois pour épargner les États occidentaux en sous-estimant le nombre de morts qui relèveraient de leur responsabilité.

Cette situation n'a rien d'étonnant. Il existe plusieurs définitions possibles des morts aux frontières : comme l'indique la carte de Nicolas Lambert, les décès surviennent dans les zones frontières, comme entre la Tunisie et l'Italie, mais aussi à l'intérieur de la zone Schengen, comme entre l'Italie et la France, ou dans les aéroports. En fonction de la manière dont on définit la frontière, les estimations varient donc beaucoup. Par ailleurs, ces décès surviennent dans des situations d'urgence, marquées aussi bien par la volonté des migrants de se soustraire au regard des États que par la forte politisation de leur mobilité. Il est donc logique que les chiffres soient aussi contestables que manipulés.

Mais quelle que soit leur imprécision, c'est aussi l'existence même de ces chiffres qu'il faut interroger. Les États ne comptent que ce qui compte à leurs yeux – et ce sur quoi ils comptent agir. Il s'ensuit que ce qui n'est pas compté ne compte pas et reste politiquement invisible. A l'instar des morts du tabac, longtemps passées sous silence sous la pression de l'industrie, aucun État ne compte les morts à ses frontières. Avant l'intervention de l'OIM, seule la société civile recensait ces décès avec l'objectif de rendre visible ce qui était laissé dans l'ombre par l'inaction des gouvernements. Au caractère récent et encore incertain des chiffres correspond donc l'absence de véritables politiques de prévention des morts aux frontières.

C'est là toute l'ambiguïté des chiffres. En l'absence de données, un problème n'existe pas et ne peut faire l'objet de débats ou de mesures politiques. Mais dès que les données existent, elles font l'objet de désaccords et chacun les apprécie en fonction de son propre agenda. Loin de permettre une politique « fondée sur les faits », les chiffres des morts aux frontières font donc l'objet de divergences qui ne sont que le reflet des désaccords qui entourent les politiques migratoires elles-mêmes.

L'auteur

Antoine Pécoud est professeur de sociologie à l'Université de Sorbonne Paris Nord et directeur du département Policy à l'IC Migrations. De 2003 à 2012, il a travaillé au sein du programme de l'UNESCO sur les migrations internationales. Ses travaux portent sur la gouvernance des migrations, et plus particulièrement sur le rôle des organisations internationales en la matière.

Pour aller plus loin

« Nouveau drame en Méditerranée avec une soixantaine de migrants portés disparus », France 24, 14 mars 2024 : <https://www.france24.com/fr/europe/20240314-nouveau-drame-en-m%C3%A9diterran%C3%A9e-avec-une-soixantaine-de-migrants-port%C3%A9s-disparus>

Missing Migrants : <https://missingmigrants.iom.int>

Heller, C., & Pécoud, A. (2017). Compter les morts aux frontières : des contre-statistiques de la société civile à la récupération (inter)gouvernementale. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 33(2-3), 63-90.

Andreas, P., & Greenhill, K. M. (Eds.). (2010). *Sex, Drugs, and Body Counts : The Politics of Numbers in Global Crime and Conflict*. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt7zg8b>

Ben Amar, W., Siala, H., Dhoubi, H., Karray, N., Daoud, F., Lebkem, H., Hammami, Z., Zribi, M., & Maatoug, S. (2022). Managing mass disasters linked to the sinking of illegal migrant boats : experiences of the Sfax forensic medicine service. *Eastern Mediterranean Health Journal*, 28(12), 879-887. <https://doi.org/10.26719/emhj.22.093>

FOCUS

CALAIS, FRONTIÈRE MEURTRIÈRE FRONTIÈRE DE L'ESPACE SCHENGEN, ET DÉSORMAIS DE L'UNION EUROPÉENNE DEPUIS LE BREXIT, CALAIS ET SA RÉGION ONT VU MOURIR, EN L'ESPACE DE 25 ANS, PLUS DE 400 PERSONNES EXILÉES QUI TENTAIENT DE REJOINDRE LE ROYAUME-UNI.

MAËL GALISSON, JOURNALISTE



Le 23 avril 2024, cinq personnes exilées sont mortes en tentant de rejoindre le Royaume-Uni à partir de la plage de Wimereux, dans le Pas-de-Calais. Pendant la nuit, au moment de l'embarquement sur un zodiac surchargé et alors que la police intervenait à l'aide de gaz lacrymogène pour essayer de stopper le départ du bateau, les victimes ont été piétinées par d'autres passager-es au cours d'un mouvement de foule. Parmi les victimes se trouvait Sara Al Ashimi, une fillette de sept ans, dont la famille, originaire d'Irak, vivait en Europe depuis 14 ans, mais avait été déboutée de sa demande d'asile. Craignant une expulsion en Irak, les parents de Sara avaient décidé de tenter leur chance en Angleterre. Le parcours d'exil de la petite Sara s'est malheureusement arrêté définitivement du côté sud de la Manche.

Photo : Commémoration Calais, mai 2023

¹ Les exilés originaires du Soudan, de l'Irak, du Vietnam et de la Chine représentent un tiers des victimes de la zone frontalière constituée par la Manche.

Maël Galisson, « Calais, frontière meurtrière », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-06/>

Depuis 1999, au moins 411 personnes, dans une majorité originaires des pays du « Sud global »¹, sont décédées dans la zone frontière France/Belgique/Royaume-Uni. Ce décompte de victimes a pu être établie grâce à un travail de collecte et de recoupement de différentes sources mené depuis plusieurs années, qu'il s'agisse d'articles de presse, de certificats de décès, de rapports associatifs ou encore de

² 58 personnes, de nationalité chinoise, ont été retrouvés mortes asphyxiées dans la remorque d'un poids lourd le 18 juin 2000, à Douvres (Royaume-Uni) ; 39 personnes, de nationalité vietnamienne, ont perdu la vie, asphyxiées dans la remorque d'un camion frigorifique, le 23 octobre 2019, à Gray (Royaume-Uni) ; 27 personnes sont mortes noyées suite à un naufrage, le 24 novembre 2021, au large de Dunkerque (France).

témoignages de personnes exilées ou solidaires. Il n'est cependant pas exhaustif : par manque de données et de traces, il est probable que certains décès n'ont pu être recensés.

Des noms et des visages derrière des chiffres

Cette liste cherche, quand cela est possible, à redonner une identité et des éléments biographiques à ces personnes mortes en exil. Des informations telles que le nom, le prénom, l'âge, le genre, la nationalité, l'itinéraire migratoire ou encore une photographie de la victime aident à personnaliser et à replacer ces trajectoires individuelles dans un contexte à la fois particulier et plus général. Au-delà du seul décompte chiffré, il s'agit d'illustrer la dimension mortifère de cette frontière via des parcours de vie, tels que celui de Sara Al Ashimi. Malgré tout, là encore, l'absence d'informations ne permet pas systématiquement de remplir complètement cet objectif et, par conséquent, certaines personnes recensées dans la liste demeurent à ce jour encore « inconnues ».

Faire la liste des personnes exilées mortes à la frontière à Calais et dans la région, c'est aussi observer de quelle manière se dessine une longue et lente hécatombe depuis plus de 25 ans maintenant. Aux cas de morts collectives parfois très médiatisés² s'ajoute en effet une lourde litanie de décès isolés qui, en dehors de la presse locale ou du réseau associatif sur place, passent presque inaperçus.

Le coût humain des politiques migratoires à Calais

Élaborer ce recensement, c'est également retracer l'historique des politiques migratoires menées à cette frontière par les gouvernements français, belges et britanniques, et de mesurer leurs conséquences létales. Face au refus d'accueillir et au déploiement de dispositifs de contrôles policiers et militaires destinés à dissuader les personnes exilées de franchir cette frontière (théorisé par le gouvernement britannique sous l'appellation « *environnement hostile* »³), celles-ci n'ont eu de cesse de s'adapter et de prendre toujours plus de risque pour rallier l'Angleterre. L'érection de kilomètres de barrières et de barbelés autour du port de Calais ou du site Eurotunnel, l'installation de dizaines de caméras de vidéosurveillance en zone urbaine ou sur le littoral, la multiplication des patrouilles de police et de gendarmerie, le développement de l'usage de drones ou encore le recours à une opération aérienne de l'agence Frontex n'ont en effet pas découragé

les exilé-es bloqué-es à Calais de vouloir se rendre au Royaume-Uni. Ces mesures les ont simplement poussé-es à changer de modalités de franchissement de la frontière (passer par bateau au lieu de se cacher dans un poids lourd) et à se confronter à toujours davantage de dangers (tentatives toujours plus lointaines, sur des embarcations toujours plus surchargées et la plupart du temps inadaptées) tout en renforçant l'emprise des réseaux « gérant » le passage.

Compter les mort-es à la frontière à Calais et dans la région, c'est en somme établir le macabre bilan humain des politiques migratoires menées à cette frontière et révéler une réalité invisibilisée (il n'existe de fait pas de décompte officiel). C'est aussi cartographier ce territoire transfrontalier, constater que telle plage, tel axe routier ou tel campement a été le théâtre d'un ou de plusieurs décès et constater que la mort a marqué les esprits (des exilé-es, des personnes solidaires mais aussi des habitant-es) tout autant que certains espaces. C'est enfin garder trace et mémoire de ces personnes défunt-es, considérées comme indésirables de leur vivant et entités négligeables une fois décédées.

“ AU-DELÀ DU SEUL DÉCOMPTÉ CHIFFRÉ, IL S'AGIT D'ILLUSTRE LA DIMENSION MORTIFÈRE DE CETTE FRONTIÈRE VIA DES PARCOURS DE VIE. ”

Maël Galisson,
journaliste

L'auteur

Maël Galisson est journaliste et l'auteur de la série « Les tués de Calais » publiée par Les Jours, puis traduite en anglais et adaptée par Open Democracy sous le titre « The Calais Border : A silent serial killer ». Il a découvert Calais et sa frontière dans le cadre d'une expérience associative de plusieurs années. Depuis, il documente ce qu'il se passe aux portes du Royaume-Uni par le biais d'articles journalistiques et d'ouvrages collectifs, tel que *La Jungle de Calais* (PUF, 2018), coordonné par Michel Agier.

Pour aller plus loin

« Les tués de Calais », Les Jours : <https://lesjours.fr/obsessions/calais-migrants-morts/>

Le Mémorial de Calais : <https://apps.lesjours.fr/morts-calais/>

Open Democracy, A memorial to 391 deaths in Calais : <https://www.opendemocracy.net/en/beyond-trafficking-and-slavery/the-silent-serial-killer-391-deaths-in-25-years-at-the-uk-border/#calaismemorial>

Observatoire des migrants morts à Calais : <https://neocarto.github.io/calais/>

English version : <https://neocarto.github.io/calais/en/>

« LE PASSAGE » : AIGUILLER LA MÉMOIRE DES MORTS DES FRONTIÈRES

« LE PASSAGE » EST UNE ŒUVRE EN TEXTILE, COUSUE PAR UN GROUPE DE FEMMES MIGRANTES ET ACTIVISTES, SOUCIEUSES DE FAIRE VIVRE LA MÉMOIRE DES PERSONNES DÉCÉDÉES SUR LA ROUTE MIGRATOIRE DES BALKANS. IL S'AGIT D'UN CONTRE-MÉMORIAL QUI DÉFIE LE DISCOURS POLITIQUE DOMINANT SUR LES MORTS AUX FRONTIÈRES, LES TERRAINS MILITARISÉS ET LES DISPARITIONS FORCÉES.

MARIJANA HAMERŠAK, CHERCHEUSE EN ÉTUDES LITTÉRAIRES ET CULTURELLES



Art et activisme mémoriel

Cette photo montre la fabrication de l'œuvre en textile « Le passage », dédiée aux luttes frontalières et aux vies des personnes mortes et disparues sur la route migratoire des Balkans. Il s'agit d'un objet commémoratif et mémoriel mobile fabriqué à la main par les membres et les sympathisants du collectif transnational et promigrant *Women to Women*, basé à Zagreb en Croatie, dans le cadre d'une série d'ateliers organisés par l'artiste et l'activiste selma banich en 2020 et 2021.

« Le passage » fait partie de l'abondant paysage commémoratif qui s'est développé autour des réalités dystopiques des zones frontalières du sud-est de l'Union européenne, caractérisées par la violence et la destruction quotidiennes, la normalisation des refoulements et du profilage racial, les blessures et les décès.

Photo : La fabrication de l'œuvre commémorative « Le passage », Zagreb, Živi Atelje DK, 22/11/2020. Crédit : Marijana Hameršak

Marijana Hameršak, « Le passage » : Aiguiller la mémoire des morts des frontières », in : Filippo Furri et Linda Haapajärvi (dir.), Dossier « "People not numbers" : Retrouver la trace des morts aux frontières », *De facto* [En ligne], 38 | Juin 2024, mis en ligne le 19 juin 2024. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2024/06/13/defacto-038-05/>

Ce paysage commémoratif, articule l'art et l'activisme et se compose de différentes actions et interventions, en présence et en ligne. Si elles divergent en termes de poétiques et de messages, de formes et de formats, elles convergent dans leur volonté de défier les hiérarchies hégémoniques selon lesquelles certaines vies valent la peine d'être vécues, d'autres non, certaines valent la peine d'être pleurées et remémorées, et d'autres non. Pour reprendre les termes de Maurice Stierl (2016) sur la contre-mémorialisation, ces interventions artistiques « associent le deuil des pertes individuelles et collectives à une critique radicale du régime frontalier européen ».

Pendant les ateliers, les membres du collectif ont partagé leurs expériences et leurs ressentis. Afin de réaliser ce collage, des portraits de défunts de la route migratoire des Balkans ont été recopiés avant d'être cousus ensemble en un seul tissu, tendu sur un cadre en bois et mis en lumière. L'installation a ensuite été exposée à Zagreb ainsi que dans différents lieux de la route migratoire empruntée par les survivants de zones frontalières hyper contrôlées, en souvenir de ceux qui y ont perdu la vie, à Sarajevo, Ljubljana, Cavtat, etc.

Se réapproprier la mémoire des routes migratoires

Les couleurs de l'automne, les pétales et les feuilles qui dominent l'œuvre mémorielle proviennent d'une teinture botanique fabriquée lors du premier atelier du collectif à partir des matériaux collectés lors d'une marche méditative le long de la rive de la Sava et dans le parc forestier situés à Zagreb. Ces lieux sont évocateurs des zones traversées par les migrants de la route des Balkans.

Pour certains participants à l'atelier, comme l'indique l'article dédié « Le passage » (Banich et al., 2022), ce tissu teint évoque les paysages sauvages et les terrains périlleux que certains ont traversés pour arriver là où ils sont maintenant. D'autres l'ont investi comme un support porteur d'espoir, d'un possible chemin de retour à la maison, chez soi. Pour d'autres encore, le tissu évoque un sentiment de connexion profonde avec la nature et sa beauté qui a pu les reconforter dans les moments les plus difficiles de leurs chemins migratoires.

À rebours des conceptions instrumentales et monodimensionnelles de la nature perpétuées dans le contexte migratoire, « Le passage » met en lumière une nature à la fois dangereuse et protectrice, destructrice et régénératrice, exposante et abritante, dure et bienveillante.



Cette œuvre dépeint les forêts, comme des abris ou des couloirs de verdure, ainsi que des paysages militarisés qui évoquent l'exclusion et ou la mort (Hameršak et Pleše, 2021).

Photo : Le Passage, Zagreb, Živi Atelje DK, 14/5/2021. Crédit : Nina Đurđević

En tant qu'objet en tissu, « Le passage » fait appel au registre sensoriel du toucher et possède une dimension affective. Il mobilise des notions de nécessité et de simplicité (la nourriture et le tissu sont nécessaires pour survivre), de protection (fonction quotidienne du textile), de confiance et d'intimité. Le tissu évoque des souvenirs et produit des messages pour celles et ceux qui ont participé à l'élaboration de l'œuvre : « Pour nous, ce tissu transmettra toujours un message d'espoir et de solidarité avec ceux qui ne sont plus parmi nous. En commémorant leurs vies, nous embrassons un monde sans violence, dans toutes ses formes débridées et ses paysages sans frontières ».

La politique des aiguilles

En tant qu'objet mémoriel artisanal, « Le passage » redéfinit la compréhension des travaux d'aiguille ornementaux, une activité créative domestique traditionnellement féminine, dégradée par les hiérarchies de valeur dominantes. En inversant le système, « Le passage » transforme l'aiguille, symbole du travail domestique féminin, en outil politique. En appelant à la reconnaissance de toutes

les esthétiques, il appelle à la reconnaissance de tous les peuples.

En cela, « Le passage » rejoint la vaste collection mondiale de textiles de conflit et des savoir-faire artisanaux utilisés comme protestation et témoignage. Les exemples sont nombreux : depuis les objets artisanaux et les broderies de la Seconde Guerre mondiale fabriqués dans les camps de réfugiés yougoslaves en Égypte en 1944, jusqu'aux tissus d'histoire du peuple Hmong dans les camps de réfugiés en Thaïlande, réalisés dans les années 1970. Plus récemment, les tissus de mémoire illustrent l'apartheid en Afrique du Sud et le conflit civil en Irlande du Nord. Enfin, parmi les plus connus, figurent les *arpilleras* chiliennes : « des images textiles appliquées et brodées qui documentent la violence de la dictature – meurtres, enlèvements, torture et privation économique – et la résistance contre elle » (Andrä et al., 2020).

« Le passage » réunit les luttes frontalières contemporaines et les *desaparecidos* – les personnes qui ont disparu, ont été enlevées ou tuées en Amérique latine au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. En cela, « Le passage » a anticipé des travaux scientifiques, analytiques et critiques, récemment avancés sur le lien entre les disparitions forcées, la violence frontalière, les décès et les refoulements aux frontières du sud-est de l'Union européenne. Toujours actif, le collectif *Women to Women* continue d'appeler (Banich et al., 2022), selon ses propres termes, à « un acte d'excavation, ouvrant la voie à la guérison individuelle et collective, un passage de la normalisation des tragédies frontalières à l'apprentissage, à l'autonomisation et à la prise en charge communautaires ».

L'autrice

Marijana Hameršak est directrice de recherche à l'Institut d'ethnologie et de recherches folkloriques (Institute of Ethnology and Folklore Research) à Zagreb. Ses principaux domaines de recherche sont la littérature pour enfants, l'histoire du livre et les politiques migratoires européennes. Elle dirige le projet de recherche "The European Irregularized Migration Regime at the Periphery of the EU : from Ethnography to Keywords" (ERIM, HRZZ 2020–2024) et travaille en collaboration avec plusieurs groupes d'activistes dans le champ de la migration.

This contribution was written during a fellowship with the research group "Internalizing Borders : The Social and Normative Consequences of the European Border Regime" at the Center for Interdisciplinary Research (ZiF), Bielefeld University 2023–2024.

Pour aller plus loin

Andrä, C., Bliesemann de Guevara, B., Cole, L., & House, D. (2019). Knowing Through Needlework : curating the difficult knowledge of conflict textiles. *Critical Military Studies*, 6(3–4), 341–359. <https://doi.org/10.1080/23337486.2019.1692566>

Banich, S. & Hameršak, M. (2022). The Passage. Dedicated To Our Fallen Comrades. *Agitate Journal*, 4. <https://agitatejournal.org/article/the-passage/>

Hameršak, M., & Pleše, I. (2021). Forest, forest, forest. Sometimes we sleep. Walking, sleep, walking, sleep. It's dangerous on this way. *Etnološka Tribina*, 51(44), 204–221. <https://doi.org/10.15378/1848-9540.2021.44.11>

Stierl, M. (2016). Contestations in death – the role of grief in migration struggles. *Citizenship Studies*, 20(2), 173–191. <https://doi.org/10.1080/13621025.2015.1132571>

38